

Compléments au panneau 4 : Répondre à l'appel de De Gaulle depuis la France

La défaite, l'occupation du territoire et les violences qui les accompagnent, génèrent des premières formes de résistance, minoritaires et isolées dans une France majoritairement « assommée » par les événements et attentiste.

Le 17 juin, l'annonce de la demande d'armistice par le nouveau chef du gouvernement, le maréchal Pétain, provoque un nouveau choc qui pousse des Français à s'engager et poursuivre la lutte.

« L'armistice a provoqué un clivage presque instantané de toute la société française et le clivage n'a épargné aucun milieu ni aucun parti politique » (Germaine Tillion)

Alors qu'en France des textes exprimant le rejet de l'armistice sont diffusés localement pour réveiller les consciences et provoquer un sursaut patriotique, le général De Gaulle, lance depuis les studios de la BBC à Londres, l'appel décisif du 18 juin .

I) Le refus de l'armistice

Plusieurs facteurs motivent la réaction de **rejet de l'armistice et le désir de continuer la lutte**.

Le **patriotisme** (ou son réveil suite aux événements) souvent ancré dans les valeurs familiales, le sentiment d'**humiliation**, poussent, dès le 17 juin, **Edmond Michelet**, un père de famille démocrate-chrétien qui possède une petite entreprise de courtage à **Brive**, à reproduire et diffuser des citations de « *L'Argent* » de Charles Péguy . Il espère ainsi rassembler ceux et celles qui ont les mêmes convictions pour agir.

« Celui qui ne se rend pas a raison contre celui qui se rend [...]. En temps de guerre celui qui ne se rend pas est mon homme quel qu'il soit, d'où qu'il vienne et quel que soit son parti. [...]Et celui qui rend une place ne sera jamais qu'un salaud, quand même il serait marguillier de sa paroisse. »

Cité dans : Sébastien Albertelli, Julien Blanc, Laurent Douzou « *La lutte clandestine en France, Une histoire de la Résistance 1940-1944* », La Librairie du XXI^{ème} siècle, SEUIL, avril 2019 .

À **Bordeaux**, le communiste **Charles Tillon**, à l'origine des **FTP** (**F**rancs **T**ireurs et **P**artisans) en 1942, inscrit le refus de l'armistice, vécu comme **une trahison**, dans la ligne plus générale de la **lutte contre le nazisme** et le **fascisme** (lutte qui commence dès les années 1920) et appelle à poursuivre le combat :

« Les gouvernements bourgeois ont livré à Hitler et à Mussolini : l'Espagne, l'Autriche, l'Albanie et la Tchécoslovaquie...

Et maintenant, ils livrent la France.

Ils ont tout trahi.

Après avoir livré les armées du Nord et de l'Est, après avoir livré Paris, ses usines, ses ouvriers, ils jugent pouvoir, avec le concours d'Hitler, livrer le pays entier au fascisme.

Mais le peuple français ne veut pas de la misère, de l'esclavage, du fascisme.

*[...] Peuple des usines, des champs, des magasins, des bureaux, commerçants, artisans et intellectuels, soldats, aviateurs encore sous les armes,
Unissez-vous dans l'action ! »*

II) L'appel du 18 juin du général de Gaulle : un acte fondateur

En juin 1940, Charles de Gaulle a 49 ans.

S'il est inconnu du grand public, c'est un brillant officier, ancien Saint-Cyrien, ancien combattant de la Première Guerre mondiale, renommé pour ses conceptions de l'utilisation de l'arme blindée.

En pleine déroute de l'armée française, à la tête de la 4^{ème} division de chars, il a infligé des pertes au 19^{ème} corps blindé allemand à Montcornet, près de Laon et refoule l'ennemi à Abbeville en mai 1940.

Face à la débâcle et à l'effondrement de la République, il est indigné, mais aussi résolu à se battre jusqu'au bout :

« Alors, au spectacle de ce peuple éperdu et de cette déroute militaire, au récit de cette insolence méprisante de l'adversaire, je me sens soulevé d'une fureur sans bornes. Ah ! C'est trop bête ! La guerre commence infiniment mal. Il faut donc qu'elle continue. Il y a, pour cela, de l'espace dans le monde. Si je vis, je me battrai, où il faudra, tant qu'il faudra, jusqu'à ce que l'ennemi soit défait et lavée la tache nationale. Ce que j'ai pu faire, par la suite, c'est ce jour-là que je l'ai résolu. »

Charles de Gaulle. *Mémoires de guerre*, Paris, Plon, t.1 , « L'Appel 1940-1942 », 1954.

Nommé **général de brigade** à titre temporaire depuis le 23 mai, il est **sous-secrétaire d'État à la Défense nationale et à la Guerre** dans le gouvernement de **Paul Reynaud du 5 au 16 juin** et s'oppose aux partisans de l'armistice. **Il démissionne quand le gouvernement Pétain est formé le 16, et le 17 juin** au matin, depuis Bordeaux, accompagné de son aide de camp le lieutenant **Geoffroy Chodron de Courcel**, il s'envole pour Londres dans l'avion que **le Premier ministre anglais, Winston Churchill** a mis à sa disposition.

De Gaulle craint que le gouvernement ne demande **l'armistice, ce qu'il juge contraire à l'honneur du pays, et qui l'entraînera à de honteuses compromissions avec l'ennemi.**

Le 18 juin, ce quasi-inconnu est encouragé et autorisé par Churchill à prendre la parole, à 18 heures, sur les ondes de la BBC.

Point par point, De Gaulle réfute les arguments de Pétain. Le refus de la défaite et la prédiction de la victoire finale forment l'essentiel du discours. En effet, la guerre n'est pas terminée, c'est une guerre mondiale, donc il faut continuer à se battre outre-mer avec les forces de l'Empire colonial et refuser les options prises par le maréchal Pétain.

En conséquence, les militaires sont les premiers appelés à rejoindre de Gaulle afin de poursuivre la lutte, mais aussi les ingénieurs et ouvriers spécialisés afin de produire les armements nécessaires.

Ce discours, désormais connu sous le nom d'« **Appel du 18 juin** », se termine par un appel universel à la résistance.

Il est transcrit, après avoir été modifié, dans certains journaux en France, comme **Le Petit Provençal**, rediffusé (sur les ondes et par tracts) et confirmé par d'autres appels, les 22, 24, 25, 28 juin et 8 juillet.



Photographie, page 23, *Revue de la France Libre*, septembre 2009, numéro spécial.

III) « Venus de partout » (René Cassin)

- L'impact de l'Appel.....

L'impact de l'appel est décisif, même si peu de personnes l'ont entendu le jour même, et il est suivi **d'une première vague d'engagements de civils ou de militaires, seuls ou en groupes**. Tous refusent la défaite et veulent continuer à se battre.

Comme les **133 hommes de l'île de Sein**, **François Philippe**, **Raymond Fassin** et **Jean-Pierre Michaud** rejoignent De Gaulle à Londres, bravant tous les dangers.

C'est aussi le cas des **115 élèves-pilotes du Mans et de Vannes**. Sous la direction de leur commandant, **le lieutenant Pinot**, qui voulait éviter leur capture, ils embarquent sur un langoustier de Douarnenez, le **Trébouliste**, pour gagner l'Angleterre **où ils forment les premiers éléments des FAFL (Forces Aériennes Françaises Libres)**. 36 d'entre eux meurent au combat. Un monument leur est dédié à Douarnenez.



Le monument commémoratif de Douarnenez (photos : Pascale Cazeel)

Beaucoup partent de Bretagne ou de la façade atlantique tant qu'elles ne sont pas occupées, mais les départs et les traversées deviennent de plus en plus risqués dès l'arrivée des troupes allemandes : en mer, la flotte allemande patrouille et un sous-marin coule un langoustier deux semaines avant le départ du *Trebouliste*. Le danger est donc réel.

L'exemple de l'abbé **Léon Trentesaux**.



Photo : Archives de Monsieur l'Abbé Léon TRENTESAUX

Officier dans le 401^{ème} de pionniers, ordonné prêtre en 1932, professeur au collège St Jacques à Hazebrouck, mobilisé en 1939, l'abbé **Léon Trentesaux**, né à Tourcoing en 1908, est blessé dans la région de Béthune le 24 mai 1940. D'abord dirigé sur Hazebrouck, puis sur Dunkerque pour y être soigné, il est évacué en Angleterre. Pendant sa convalescence à St Luke's Hospital à Bradford, on lui apprend qu'un appel à poursuivre la lutte a été lancé depuis Londres par le général de Gaulle, le 18 juin (le texte de l'appel avait été intégralement retranscrit dans le *Times*).

L'abbé écrit au général et lui propose ses services. Il devient **aumônier des Forces Françaises Libres**. De plus, avec d'autres ecclésiastiques français, il participe à l'émission radiophonique « **Un aumônier des Forces Françaises Libres vous parle** ». Depuis Londres, ils diffusent un message patriotique qui s'attache à entretenir l'espoir d'une victoire définitive de la France, appelant à choisir la voie de l'honneur et dénonçant le caractère antichrétien du nazisme ainsi que la collaboration honteuse du régime de Vichy avec l'occupant.

D'abord **aumônier au camp de Camberley** où sont rassemblés et entraînés les volontaires français à partir de 1941, il est affecté en Écosse comme aumônier des parachutistes au printemps 1944.

En août, il **débarque près de S^{te}-Mère-Eglise** en Normandie et travaille avec la **Division Leclerc** à la formation des jeunes jusque 1945. Puis il rentre dans le Nord et reprend ses activités de professeur au collège St Jacques d'Hazebrouck.

Autres exemples de ralliements, ceux des sous-marins *Minerve*, *Junon* et *Surcouf*.

Les deux premiers sont en réparations à Cherbourg et partent précipitamment pour l'Angleterre au moment de l'armistice.

Le sous-marin *Surcouf* est en carénage à Brest quand se produit l'invasion allemande. Malgré la présence de navires et de sous-marins allemands, en navigant en surface, à la vitesse de 4 nœuds sur ses seuls moteurs électriques, il réussit à **rejoindre Plymouth le 20 juin**.



Le *Surcouf*

Photo www.netmarine.net

Le *Surcouf* est un bâtiment récent et moderne. Gigantesque, puisqu'il mesure 110 mètres de long, 9 de large, il jauge 3000 tonnes et peut accueillir plus d'une centaine d'hommes d'équipage. Il est équipé d'une tourelle double à deux canons de 203 mm, de 4 tubes lance-torpilles, de quatre mitrailleuses et d'un hydravion, ce qui en fait un bâtiment unique au monde.

Le **3 juillet**, il est brutalement arraisonné par les Britanniques au cours de **l'Opération Catapult** : trois morts, un Français et deux Britanniques.

Il est transféré aux **FNFL** (Forces **N**avales **F**rançaises **L**ibres) le 27 juillet. Réarmé, son équipage ré-entraîné, il participe aux missions de convoi dans l'Atlantique, malgré une avarie due aux bombardements de la *Luftwaffe*.

Il appuie les opérations de ralliement de Saint-Pierre et Miquelon le 24 décembre 1941. Mais c'est en faisant route vers Tahiti et la Nouvelle-Calédonie qu'il est coulé aux abords du canal de Panama le 18 février 1942 avec 130 marins à bord.

.... et ses limites.

Le 19 et surtout le 22 juin, peu après la signature de la convention d'armistice, de Gaulle renouvelle son appel à poursuivre la lutte. Les conditions draconiennes étant maintenant connues et jugées par lui inacceptables, la résistance à l'ennemi et la poursuite du combat n'en sont que plus légitimes. **Il en appelle au sens de l'honneur et espère un afflux de militaires** pour renforcer et encadrer les volontaires qui l'ont rejoint et constituer ainsi une véritable armée.

En effet, au moment de la défaite et de l'armistice, **des milliers de Français (des civils, des soldats et des marins) se trouvent en Angleterre** : des résidents permanents, des troupes rapatriées de la campagne de Norvège, des évacués pendant « **l'Opération Dynamo** », des équipages de navires se trouvant dans les ports anglais qui constituent un véritable vivier.

« [...] Il résulte de ces conditions que les forces françaises de terre, de mer et de l'air seraient entièrement démobilisées, que nos armes seraient livrées, que le territoire français serait occupé et que le Gouvernement français tomberait sous la dépendance de l'Allemagne et de l'Italie.

On peut donc dire que cet armistice serait, non seulement une capitulation, mais encore un asservissement. [...]

L'honneur, le bon sens, l'intérêt de la Patrie, commandent à tous les Français libres de continuer le combat, là où ils seront et comme ils le pourront. [...] Tout ce qui peut être réuni, en fait d'éléments militaires français et de capacités françaises de production d'armement, doit être organisé partout où il y en a.

Moi, général de Gaulle, j'entreprends, ici, en Angleterre, cette tâche nationale.

J'invite tous les militaires français des armées de terre, de mer et de l'air, [...] J'invite les chefs et les soldats, les marins, les aviateurs des forces françaises de terre, de mer, de l'air, où qu'ils se trouvent actuellement, à se mettre en rapport avec moi.[...] »

Extrait du discours du 22 juin 1940

Charles de Gaulle, *Discours et messages, tome 1 : Pendant la guerre, 1940-1946*, Plon, 1970.

Cependant, le nouvel appel n'a pas les effets escomptés : en dehors des difficultés à rejoindre l'Angleterre, d'autres facteurs freinent les ralliements, tout d'abord la prise de risque, la rupture avec la légalité et toutes les conséquences que cela entraîne. Par ailleurs, une grande majorité, résignée, pense que la guerre est terminée et fait confiance à Pétain.

« Me voilà, échappé sain et sauf de la terre nazie et prêt à rejoindre l'Empire britannique et à combattre Hitler jusqu'à sa fin [...] J'ai perdu tout ce que j'avais, mon argent (plus un sou vaillant !), mon travail, ma famille, qui est restée en France et que je ne reverrai peut-être jamais, mon pays et mon Paris bien aimé... Mais je demeure un homme libre dans un pays libre et cela compte plus que tout. » (extrait de la lettre de Jacques Bingen aux autorités britanniques, cité dans *La lutte clandestine en France*, page 27 voir ci-dessus).

En effet, ceux qui « franchissent le Rubicon » se placent volontairement hors la loi. Ils quittent famille, études ou emploi pour « l'aventure ». Ils risquent leur vie, encourent la condamnation par contumace, l'emprisonnement, la peine de mort, sans compter les pressions ou représailles possibles sur la famille, raison pour laquelle souvent ils changent de nom : **Philippe de Hauteclocque devient Leclerc**, un nom très répandu dans le nord de la France, pour préserver sa famille .

Pour les militaires, le choix est d'autant plus difficile qu'ils sont face à un dilemme : suivre de Gaulle dans sa tentative juste mais hasardeuse pour sauver la Patrie c'est transgresser leur devoir d'obéissance. Cela fait d'eux des traîtres au gouvernement de Vichy. Mais obéir à Pétain c'est aller à l'encontre du sens de l'honneur et du devoir patriotique.

Le 22 juin, la promotion de De Gaulle au titre de général de brigade est annulée, le 23, un décret le met en position de retraite par mesure de discipline. Puis il est condamné à mort par contumace en août, comme rebelle, ce qui donne à réfléchir.

Quelques-uns, convaincus par l'option gaullienne, **rejoignent De Gaulle**: le capitaine **Koenig** qui devient chef d'état-major de la **13^{ème} DBLE** (Demi – Brigade de la Légion Étrangère), les deux cousins **Pierre et Philippe de Hauteclouque (Leclerc)**, **Dewavrin (colonel Passy)**, le chef d'escadron **Claude Hettier de Boislabert**, le médecin général **Sicé**, le lieutenant – colonel **Magrin-Vernerey, (colonel Monclar)** le colonel **de Larminat**.

Les officiers supérieurs sont encore plus rares : le général **Legentilhomme**, le général **Catroux**, seul général à 5 étoiles à se placer sous les ordres du général De Gaulle (à 2 étoiles), l'amiral **Muselier**.

Ainsi que l'analyse le **colonel de Larminat** : « *Nous étions entrés en dissidence pour venger et effacer notre défaite* ». (Edgard de Larminat, *Chroniques Irrévérencieuses*, in Dictionnaire Historique de la Résistance, Robert Laffont, 2006).

D'autres hésitent et choisissent finalement Vichy : le **général Noguès**, résident général de France au Maroc, d'abord « consterné » par la demande d'armistice et que De Gaulle a sollicité. Le **général Weygand** demande à De Gaulle de « *rentrer dans le rang* ». Camarade de promotion de De Gaulle à St Cyr, vainqueur à Narvik à la tête de la 5^{ème} demi-brigade de chasseurs alpins, replié en Angleterre et bien qu'approuvant l'initiative gaullienne, le commandant **Béthouard** gagne le Maroc avec une majorité de ses hommes qui souhaitent leur rapatriement.

D'autre part, les mesures prises par les autorités britanniques et les événements influencent les choix.

1) Les propositions britanniques :

Aux soldats français se trouvant sur le sol anglais le gouvernement britannique présente trois options : soit rester en Angleterre et poursuivre la lutte contre l'Allemagne sous les ordres de De Gaulle, soit être rapatrié sur le sol français ou en Afrique du Nord, soit prendre la nationalité britannique et travailler en Angleterre ou servir dans la **Navy** (proposition faite aux marins). Beaucoup choisissent le retour au pays.

2) La Marine et « l'Opération Catapult » :

Au moment de l'appel du 18 juin, **la quasi-totalité de la flotte française, à savoir la flotte de guerre et les navires marchands, est hors de France** .

Au Royaume-Uni, on trouve 50 navires de guerre français, et environ 200 navires auxiliaires, 162 bâtiments de commerce, des bateaux de pêche, et 4 sous-marins, le **Rubis**, basé à Dundee après la campagne de Norvège, la **Minerve**, la **Junon** auxquels se joint le **Surcouf** à partir du 20 juin.

Sur les navires de guerre, l'atmosphère est à la discipline et à l'attentisme, ce qui explique les difficultés de l'amiral Muselier à former des forces navales de combat et la conviction des Britanniques qui pensent que la grande majorité des marins français, fidèle à Pétain, ne poursuivra pas la guerre.

La situation se dégrade dès que sont connues les clauses de l'armistice.

Le **3 juillet 1940**, pour éviter que la flotte française ne tombe aux mains du *Reich* (ce qui serait catastrophique pour le Royaume-Uni, seul à poursuivre la guerre), est déclenchée l'« **Opération Catapult** » : tous les bâtiments français présents au Royaume-Uni sont saisis, parfois avec des violences, comme sur le *Surcouf*, et leurs marins internés dans des camps, immobilisés (comme à Alexandrie, en Égypte) ou détruits, comme ce fut le cas à **Mers-el-Kébir** (près d'Oran, en Algérie) : **la flotte est neutralisée, le port bombardé le 6 juillet, faisant 1380 morts et 351 blessés.**

C'est une véritable tragédie qui suscite l'anglophobie et la suspicion vis-à-vis de De Gaulle (qui pourtant s'insurge contre cette décision), entraînant une baisse des engagements.

III) Des débuts modestes

« *Vous êtes tout seul ! Eh bien ! Je vous reconnais tout seul !* » (Churchill à De Gaulle, le 27 juin 1940)

Malgré des relations parfois houleuses, le soutien de Churchill à De Gaulle est précieux : le **28 juin** le Premier Ministre anglais le reconnaît comme « **le chef des Français Libres qui se rallient à lui pour la défense alliée** ».

Il faut quand même attendre le **7 août**, après de longues discussions, pour que soient conclus les **accords de Chequers** : **les volontaires français deviennent une force militaire, au caractère français, commandée par De Gaulle**, qui, par ailleurs, peut créer les services indispensables à son organisation.

Les dépenses de la France Libre seront financées par des avances du Trésor britannique. **Ces accords font de la France Libre une alliée à part entière du Royaume-Uni.**

Malgré tout, les effectifs restent faibles.

À l'été 1940, l'embryon d'armée des **Forces Françaises Libres**, les **FFL**, (appellation qui remplace celle de « légion française » afin de ne pas être confondue avec la « Légion Française des Combattants » créée par Vichy) se trouvant sur le sol britannique comprend :

- Des **unités de l'armée de terre**, principalement 900 à 1 000 hommes de la **13^{ème} Demi-Brigade de la Légion Etrangère**, 37 volontaires et 6 officiers du **6^{ème} Bataillon de Chasseurs Alpins**, **quelques chars de combat de la 1^{ère} Compagnie** rapatriés après la Campagne de Norvège, leurs équipages et de jeunes volontaires venus de France.
- Les effectifs et les bâtiments de la **Marine (FNFL, Forces Navales Françaises Libres** fondées le 1^{er} juillet par **l'amiral Muselier**) ne sont pas plus fournis. L'**Opération Catapult** a limité les engagements chez les marins (pas plus de 3 000 engagés dans la marine de guerre après le ralliement d'une (faible) partie de l'Empire colonial en 1940).
Le matériel fait lui aussi défaut : selon **les accords Churchill-De Gaulle du 7 août**, les navires français saisis par les Anglais le 3 juillet ne peuvent être récupérés qu'à condition de réunir les équipages pour les armer. De fait, peu de bâtiments répondent aux critères.
À remarquer cependant, l'exemple du **Rubis** : ce sous-marin mouilleur de mines a participé à la Campagne de Norvège. Le 22 juin, il est basé à Dundee (Écosse) et rallie De Gaulle avec la quasi-

totalité de son équipage, sous l'impulsion **du lieutenant-colonel de vaisseau Georges Cabanier**. Seul opérationnel, il continue le combat aux côtés de la **Navy** pendant l'été 1940. Ce bâtiment, qui possède le plus long palmarès de missions, a été fait **Compagnon de la Libération**.

*la réparation de la **Minerve** et de la **Junon** est compliquée et longue. Il manque des pièces, les Britanniques n'ont pas les mêmes normes. Les deux bâtiments reprennent ensuite du service. Pour le **Surcouf**, voir plus haut.

- Le premier ralliement de ceux qui deviennent les **FAFL (Forces Aériennes Françaises Libres**, fondées également le 1^{er} juillet 1940 par l'amiral Muselier), concerne 600 volontaires (dont une grande partie au Levant), généralement en cours de formation. De Gaulle veut constituer des unités autonomes, mais il doit d'abord accepter leur intégration dans des **squadrons** de chasse de la **RAF (Royal Air Force)** qui **participent à partir du 1^{er} août 1940 à la Bataille d'Angleterre**. Deux unités, « **Menace** » et « **Topic** » participent à **l'expédition de Dakar**. Après l'échec de l'opération, elles remontent vers le Moyen-Orient. Au Moyen-Orient, d'autres escadrilles forment dès juillet les **Free French Flight** 1, 2 et 3 qui appuient les Britanniques.
- Par décret le 29 septembre 1940, le général de Gaulle crée la « **Première Compagnie d'Infanterie de l'Air** », une unité de **parachutistes**, formée de volontaires brevetés après un stage près de Manchester. Dirigés par **le capitaine Bergé**, ils suivent une formation très dure pour être aptes à toute forme de combat. Sur 50 volontaires, seuls 29 obtiennent leur brevet. Dès 1941, en armes et en uniformes, ils effectuent les premières missions de destruction en Bretagne et en Aquitaine pour le compte des services de renseignements français et britanniques. Par la suite, d'autres unités sont formées.
- Les **2^{ème} et 3^{ème} Bureaux de renseignements** sont créés le 1^{er} juillet par le général De Gaulle qui en confie la direction au **capitaine Dewavrin (colonel Passy)**. Composé d'une vingtaine de membres jusque 1941, ces services secrets deviennent le **BCRAM (Bureau Central de Renseignements et d'Action Militaire)** puis **BCRA (Bureau Central de Renseignements et d'Action)** au cours de l'année 1942. Dès juillet, des agents sont chargés de missions de reconnaissance et de collecte de renseignements sur le sol français. S'y ajoutent des opérations de destruction (voir ci-dessus), la création de réseaux de résistance en France, et, progressivement les liaisons et transmissions avec la Résistance intérieure. Le capitaine Dewavrin en fait un service de renseignements efficace, nouant des relations fructueuses avec les services secrets britanniques du **MI6** en 1940 et du **SOE (Special Opérations Executive)** en 1941, puis avec ceux de l'**OSS (Office of Strategic Services)** des États-Unis en 1942. Après la guerre, ceux-ci reconnaissent que le BCRA leur a fourni 80% des renseignements utilisés pour la préparation du débarquement en Normandie.

S'ils ne sont que quelques milliers à l'été 1940, les FFL, convaincus de la légitimité de leur cause, sont déterminés à poursuivre la lutte bien que l'avenir soit incertain, certains déjà engagés dans des opérations militaires aux côtés des Britanniques.

Pascale Cazeel, professeur honoraire d'Histoire et Géographie.

Bibliographie :

- Sébastien Albertelli, Julien Blanc, Laurent Douzou : « La lutte clandestine en France, *Une histoire de la Résistance 1940-1944* », La Librairie du XXI^{ème} siècle, Seuil, avril 2019.
- Philippe de Gaulle : « DE GAULLE MON PÈRE, Entretiens avec Michel Tauriac », Plon, 2003.
- François Marcot (sous la direction de), Bruno Leroux et Christine Levisse- Touzé (avec la collaboration de) : « Dictionnaire Historique de la RÉSISTANCE », Bouquins, Laffont, avril 2006.
- Élisabeth Bourgois : « *Un aumônier des Forces Françaises Libres vous parle... à l'écoute de Léon TRENTÉSEAUX Prêtre* », Loisirs et Culture, Marcq-en-Barœul, 1994.

Revues :

- Fondation de la France Libre : « Les Français Libres », dossier pédagogique préparatoire, Concours National de la Résistance et de la Déportation 2003-2004, numéro spécial, septembre 2003.
- Fondation de la France Libre : « L'appel du 18 juin 1940 du général de Gaulle et son impact jusqu'en 1945 », dossier pédagogique préparatoire, Concours National de la Résistance et de la Déportation 2009-2010, numéro spécial, septembre 2009.

Sites web à consulter:

- www.france.libre.net: site de la Fondation de la France Libre.
- www.netmarine.net: Marine Nationale.
- www.chales-de-gaulle.org: site de la Fondation Charles de Gaulle.
- www.ordredelaliberation.fr: Musée de l'Ordre de la Libération.

À voir :

« *Les heures sombres* », (2017) film de Joe Wright. Dans la tourmente de la guerre, en mai 1940, Winston Churchill devient Premier Ministre

À écouter :

« *The Partisan* » de Léonard Cohen, 1969, disponible sur You Tube.